



PNUD COMORES

RÉSULTATS DU PROGRAMME PAYS

2015 - 2021



Table des matières

Acronymes	4
Préface	5
Remarques introductives.....	6
Les principaux résultats du CPD 2016-2021.....	7
I Pilier Planète : ODD6, ODD7, ODD13, ODD15	7
ODD6 : Garantir l'accès de tous à l'eau et à l'assainissement ainsi qu'assurer une gestion durable des ressources en eau	7
ODD7 : Accès de tous à des services énergétiques fiables, durables et modernes, à un coût abordable.....	8
ODD 13 : Prendre d'urgence des mesures pour lutter contre les changements climatiques et leurs répercussions	9
ODD15 - Préserver et restaurer les écosystèmes terrestres	12
II Pilier Prospérité : ODD1 et ODD12	13
ODD 1 : Éradiquer la pauvreté sous toutes ses formes et partout dans le monde.....	13
ODD12 - Établir des modes de consommation et de production durables	13
III Pilier Gouvernance : ODD5, ODD16 et ODD 17	15
ODD3 : Interventions sur la COVID-19.....	15
ODD 5 : Réaliser l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles.....	16
ODD 16 : Assurer l'accès de tous à la justice et mettre en place, à tous les niveaux, des institutions efficaces, responsables et ouvertes à tous.	16
ODD17 : Partenariats pour la réalisation des objectifs	16

Acronymes

AGR :	Activité Génératrice des Revenus
BGC :	Bureau Géologique des Comores
CA :	Conseil d'Administration
CNFI :	Cadre National de Financement Intégré
CRDE :	Centre Rural de Développement Économique
DFA :	Development Finance Assessment
DGEF :	Direction Générale de l'Environnement et des Forêts
DGSC :	Direction Générale de la Sécurité Civile
DRSC :	Direction Régionale de la Sécurité Civile
DTM :	Direction Technique de la Météorologie
GIRE :	Gestion Intégrée des Ressources en Eau
GRC :	Gestion des Risques et Catastrophes
PCE :	Plan Comores Émergent
PIP :	Programme d'Investissement Public
VNU :	Volontaires des Nations Unies

Préface



Cher.es partenaires,

Cher.es ami.es du PNUD en Union des Comores,

Alors que nous amorçons un nouveau programme pays 2022-2026, il me semble opportun d'effectuer un tour d'horizon des principaux résultats obtenus lors du cycle précédent, sur fond de transition entre les objectifs du millénaire pour le développement (OMD) et les objectifs de développement durable (ODD). En effet, le passage à l'agenda 2030 marque un tournant à la fois dans la stratégie globale d'intervention du PNUD et au niveau de l'agenda national de développement matérialisé par le Plan Comores Emergent (PCE) de 2019.

Dans ce contexte de mutation dans les stratégies de développement au niveau mondial et national, le précédent programme pays a su s'adapter et initier des solutions novatrices pour répondre aux défis multisectoriels et interreliés de manière coordonnée et inclusive. Ceci a permis d'amorcer des changements essentiels pour le bien-être des Comoriennes et Comoriens. Le défi majeur a été de déployer l'agilité

nécessaire pour apporter des réponses pertinentes aux situations inédites induites par le passage du Cyclone Kenneth en 2019 et la crise de la COVID-19 en 2020. Il a fallu notamment garder le cap sur les interventions prioritaires du PNUD en matière de réduction de la pauvreté, de gouvernance, de gestion de l'environnement, de lutte contre les changements climatiques et d'égalité hommes/femmes ; et ce dans la perspective fondamentale de ne laisser personne pour compte.

La relation de confiance qu'entretiennent les Comores et le PNUD a été et reste déterminante dans l'atteinte des objectifs que nous nous sommes fixés dans le cadre du précédent cycle de programmation et le programme pays 2022-2026 que nous entamons.

Alors que les Comores, à l'instar des petits états insulaires en développement, font face à des défis de développement spécifiques notamment liés à leur forte vulnérabilité au changement climatique, particulièrement en Afrique, auxquels s'ajoutent les difficultés exacerbées par le contexte international en matière de mobilisation des ressources, je compte sur la confiance renouvelée des contreparties gouvernementales ainsi que de nos partenaires, aux Comores et à l'international, pour réaliser efficacement ce nouveau cycle de programmation.

Je saisis cette occasion pour exprimer ici ma gratitude et celle du PNUD envers les autorités gouvernementales, le secteur privé, les organisations de la société civile, les organisations communautaires ainsi que les partenaires techniques et financiers pour leur fidélité qui a permis l'accomplissement des résultats présentés dans ce rapport. Qu'ils en soient remerciés !

Fenella Frost

Représentante Résidente

Remarques introductives

- Au fil des ans, **l'Union des Comores et le PNUD ont développé une coopération étroite et exemplaire** dans de nombreux domaines. Celle-ci a été réalisée dans un souci et avec un engagement partagés **d'intensifier l'élan pris dans le cadre de coopération antérieure** et afin de poursuivre les relations avec un esprit de **responsabilité et de franche collaboration** dans la période 2015-2021. Le but final est la réalisation des objectifs du plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable (UNSDFC 2015-2021).
- Le bureau pays du PNUD a initié la mise en œuvre de son CPD 2015-2021- approuvé par le conseil d'administration du PNUD en juin 2014. **Le Cadre de coopération PNUD-Union des Comores se concentre sur des aspects essentiels de la résilience des institutions et des communautés aux changements climatiques ; la conservation de la biodiversité ; la valorisation des biens et services écosystémiques, comme leviers essentiels pour la lutte contre la pauvreté et pour la croissance durable ; la réduction des risques de désastres selon deux approches clés, à savoir le développement des capacités et les investissements sans regret ; et la mise en œuvre des ODDs ainsi que la gouvernance et prévention des conflits – avec pour point de départ, le chantier de modernisation de l'État, de renforcement de l'État de droit et la consolidation de la paix.** Globalement, ce cadre de coopération répond aux priorités de développement définies dans la stratégie de croissance accélérée de développement durable (SCA2D 2015-2019) et ultérieurement le plan Comores émergents 2030. Il prend largement en considération les actions menées par les autres partenaires au développement, dans l'esprit de la déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide et de sa déclinaison locale. À travers ce cadre de coopération, l'Union des Comores et le PNUD ont traduit leur volonté commune de trouver ensemble des réponses aux défis majeurs du pays tel que définis dans le PCE.
- In fine, les résultats de la mise en œuvre de ce programme de coopération PNUD-Union des Comores pour la période 2015-2021 laissent apparaître **des progrès substantiels dans le domaine de l'intégration au Commerce à travers la promotion des produits d'exportation (cultures de rente), la préservation de la biodiversité (création d'un réseau d'aires protégées), l'adaptation aux changements climatiques, la réduction des risques de catastrophes, l'appui aux élections, la consolidation de la paix.**
- Dans les développements qui suivent, les résultats obtenus sont articulés autour des piliers des ODD afin d'établir les passerelles/ le pont et la cohérence programmatique entre le cycle en cours et le nouveau cycle de programmation 2022-2026.

Les principaux résultats du CPD 2015-2021

I. Pilier Planète : ODD6, ODD7, ODD13, ODD15



ODD6 : Garantir l'accès de tous à l'eau et à l'assainissement et assurer une gestion durable des ressources en eau

Considérant la forte vulnérabilité des Comores aux changements climatiques et à ses répercussions sur l'économie et la vie quotidienne des usagers de l'eau, le programme a priorisé, pendant ces 5 dernières années, le développement de mesures d'adaptation et d'atténuation au profit des communautés les plus fragiles. Qu'elle soit d'usage domestique ou d'irrigation, la ressource en eau se raréfie et sa gestion durable dans les milieux urbains, périurbains et ruraux nécessite l'introduction et la vulgarisation de techniques d'adaptation pour une appropriation partagée par l'ensemble des usagers.



1. Pour une gouvernance modernisée du secteur de l'eau

Diagnostic inclusif du cadre institutionnel, organisationnel et juridique du secteur de l'eau à l'échelle nationale et locale, intégrant une démarche sensible au genre. Ceci a notamment contribué à intégrer les considérations liées aux changements climatiques ainsi que la répartition des acteurs du secteur avec rôles et missions définis dans le nouveau Code sur la gouvernance de l'eau.

Élaboration et adoption du nouveau Code de l'eau qui consacre la Gestion Intégrée des Ressources en Eau (GIRE) dans une dynamique d'adaptation aux changements climatiques et à ses textes d'application.

Harmonisation et compréhension de la nouvelle loi portant sur le Code de l'eau à l'adresse des tenants de la gouvernance du secteur ; puis organisation de campagnes de sensibilisation et de vulgarisation auprès des usagers et des communautés bénéficiaires sur les dispositifs nouveaux induits par la nouvelle loi.



2. Vers une gestion intégrée des ressources en eau qui prend en compte les changements climatiques

Installation de 30 stations piézométriques à 3 paramètres (température, conductivité et niveau piézométrique) pour le suivi (qualitatif et quantitatif) des paramètres hydrodynamiques des eaux souterraines sur l'île de Grande Comore.

Amélioration de la surveillance climatique, avec 20 stations climatologiques à 3 paramètres (températures, précipitations et humidité) et 6 stations agrométéorologiques aux fins de suivi des variabilités climatiques et des prévisions saisonnières.

Établissement de la première cartographie complète des bassins versants et leurs réseaux hydrographiques pour chaque île, incluant les couloirs et les exécutoires d'écoulement préférentiel. Cette cartographie comprend/dresse l'inventaire et indique la géolocalisation des différentes sources d'eau et des bassins-versants ayant permis la mise en place d'une base de données des ressources en eau de surface et souterraines.

Conception et validation d'un schéma fonctionnel du réseau de surveillance climatique optimisé avec la Direction de la Météorologie et un plan de formation pour l'installation et la maintenance (incluant une formation à l'usine).



3. Mise en place initiale d'infrastructures résilientes aux changements climatiques

Réalisation d'une campagne de prospection géophysique

qui a conduit à l'identification de 15 nouvelles sources d'eau souterraines en Grande Comore, dont 9 font l'objet de forages (6 forages d'exploitation et 3 piézométriques). Elles permettront à terme de mobiliser **17 280 m³** d'eau souterraine par jour au bénéfice de **65 %** de

la population de Grande Comore à l'horizon 2042.

Construction de 217 bassins

de collecte et stockage des eaux pluviales de 50 m³ chacun (capacité totale de 10 850 m³) pour assurer l'approvisionnement en eau au bénéfice de 2 677 agriculteurs dont environ **50 %** de femmes exploitant des

parcelles agricoles.

Acquisition et installation de 4 réservoirs d'eau métalliques

de type Ecotank de **1 030 m³** chacun pour l'approvisionnement en eau à des fins agricoles (7500 m³) qui devra permettre, à terme, d'assurer l'approvisionnement en eau de 67 ha de terres agricoles isolées.

ODD7 : Accès de tous à des services énergétiques fiables, durables et modernes, à un coût abordable

Les résultats principaux du PNUD dans le domaine des énergies propres se résument ainsi :



Autonomisation énergétique via la mise en place de solutions solaires (système photovoltaïque) pour assurer un bon fonctionnement des services en réduisant les impacts considérables qu'entraînent les pénuries d'énergie dans le Centre Hospitalier Régional de Fomboni et la Direction Générale de l'Environnement et des Forêts (DGEF).

Établissement d'un cadre légal et réglementaire habilitant dans le secteur des énergies renouvelables par l'élaboration d'un projet de loi pour promouvoir les énergies renouvelables afin d'enclencher une transition énergétique concrète et en phase avec les besoins d'investissements publics et privés pour le développement du secteur.

Développement et pérennisation des capacités nationales en énergie géothermique par le renforcement des capacités techniques et opérationnelles du

Bureau Géologique des Comores (BGC).

Construction et équipement d'un bâtiment à deux niveaux pour le Laboratoire National de Géosciences abrité par le Bureau Géologique des Comores pour les analyses géophysiques gravimètre, résistivimètre, drone pour la cartographie et la surveillance GPS différentiel.

Renforcement de la coopération sud-sud en matière de géothermie avec la signature d'un accord de partenariat entre le BGC et la société kenyane « Geothermal Development Company » (GDC), actrice de pointe dans le domaine de la géothermie en Afrique de l'Est. Ce partenariat vise à améliorer le partage de connaissances dans le développement, l'exploration, le forage, l'évaluation et l'exploitation des ressources géothermiques.

Intégration effective des aspects sociaux et environnementaux dans

le développement de la source géothermique aux Comores par la réalisation d'une évaluation des impacts environnementaux et sociaux dans la zone de forages géothermiques ainsi qu'au niveau de la route menant aux sites des forages Bahani-Soufrière.

Réalisation d'une enquête géospatiale digitalisée avec la solution libre en ligne Kobo ToolBox, auprès des communautés sans ou avec peu d'accès à l'énergie dans les sites pilotes de Ouzini à Anjouan, Badasamlini-Sangani en Grande Comore et Ouallah II - Miremani à Mohéli.

Installation d'un bio digesteur dans la communauté de Wallah II, permettant aux populations d'avoir accès à une énergie propre pour la cuisson, l'éclairage et la production à travers l'utilisation des matières organiques (digestat) pour le développement des activités agricoles.

ODD13 : Prendre d'urgence des mesures pour lutter contre les changements climatiques et leurs répercussions



Renforcement des capacités techniques et opérationnelles pour la préparation et la réponse aux situations d'urgence liées aux désastres

Mises à jour du Plan de Contingence National en impliquant tous les différents acteurs de la GRC afin de les sensibiliser et mieux les associer à la préparation et réponse face aux aléas climatiques.

Implication des tous les acteurs dans un atelier de réflexion sur le cadre institutionnel de coordination permanente pour la gestion des urgences.

Mise en place d'un système d'alerte précoce incluant tous les acteurs œuvrant dans la prévention et la gestion des risques des catastrophes.

Formation et équipement de 63 pompiers capables d'intervenir dans la lutte contre les incendies et le sauvetage - dont 33 à Anjouan et 30 Mohéli.

Formation de 150 pompiers, soit 25 à Mohéli, 35 à Anjouan et 90 en Grande aux secours à personnes et à l'utilisation des nouveaux matériels donnés à la DGSC pour la gestion des urgences.

Acquisition de 10 ambulances médicalisées pour la Sécurité Civile en vue de répondre aux différentes urgences liées aux catastrophes naturelles,

climatiques et aux crises.

Construction de la Direction Régionale de Sécurité Civile à Anjouan et de la Direction Générale de la Sécurité Civile à la Grande Comore.

Renforcement du système de communication et d'alerte au niveau de la DGSC à travers la fourniture de 56 radios VHF portatives et 37 bases pour faciliter la communication des équipes sur le terrain.

Formation de près de **329 734** personnes au niveau des communautés cibles, soit environ 41 % de la population cible (dont 40 % de femmes) aux risques de catastrophes naturelles et aux feux de brousse.

Renforcement des capacités techniques pour les 23 agents du Centre d'Analyse et de Traitement de l'Information (CATI) de la DGSC et des VNU en matière de cartographie des risques et d'élaboration d'un plan de prévention.

Développement d'un plan de prévention des risques hydrométéorologiques dans trois zones pilotes.



Renforcement des capacités techniques et technologiques de l'Observatoire volcanologique du Karthala (OVK) de manière à garantir une surveillance des activités et une anticipation améliorée du volcan Karthala afin de fournir des alertes à temps

Acquisition et déploiement de 2 stations sismologiques courte période pour détecter l'activité sismique liée au volcanisme du Karthala

Installation d'une station sismologique à Mohéli en vue de mieux localiser l'évolution de l'activité volcanique naissante à environ **300 km** des côtes sud de l'île.

Déploiement d'une station CO2 permettant de mesurer les flux des émanations de gaz carbonique précurseur des éruptions volcaniques.

Déploiement de 6 stations sismologiques large bande permettant d'affiner la localisation des activités sismiques, passant d'un ordre kilométrique (3 à 4 km) à quelques centaines de mètres (**300 à 800 mètres**).

Déploiement de 2 stations GNSS (Global Navigation Satellite System) au sommet du Karthala et à «

La grille » permettant ainsi à l'OVK d'assurer la surveillance des microdéformations générées par l'activité magmatique et de disposer du premier système géodésique de référence dans le pays. Ceci permet à l'OVK de passer d'une observation continue basée seulement sur la sismicité à une observation à deux paramètres, rendant ainsi encore plus précise la prévision des éruptions volcaniques.

Installation de 2 caméras de surveillance permettant d'observer en temps réel les événements sur la zone sommitale du volcan.

Acquisition et mise en place d'infrastructures solaires permettant d'assurer l'autonomie énergétique de l'OVK.

Installation d'une station sismologique à Anjouan pour suivre les activités sismiques à Mayotte afin d'améliorer la couverture et le système d'alerte.



Renforcement des capacités techniques et technologiques de la Direction Technique de la Météorologie (DTM) pour collecter les données météorologiques et le développement de produits d'alertes précoces

Déploiement de 5 stations météorologiques automatiques pour améliorer le système d'alerte et renforcer les capacités de collecte des données pour la prévision climatologique.



Mise en place d'un programme de Master en gestion des risques de catastrophes à l'Université des Comores

Développement d'un cadre d'assurance-qualité du Master avec l'appui technique de l'UNESCO-IICBA (Institut internationale pour le développement des capacités en Afrique).

Acquisition et remise de 2 bus pour les besoins de transport des étudiants dans le cadre de la mise en œuvre du programme du Master, notamment l'organisation des excursions et des voyages d'études.



Reboisement dans les zones dégradées exposées aux glissements de terrain et aux fortes pluies afin de réduire les risques des catastrophes et accroître la couverture végétale

Amélioration de la couverture végétale par la mise en œuvre d'un programme de reboisement de 154 055 plants (dont 99 191 plants en Grande Comore, 30 484 plants à Anjouan et 24 380 plants à Mohéli) sur une superficie totale de 340 ha au profit de 1 263 paysans dont 422 femme.

Mise en place de 15 comités de veille pour la sensibilisation, la surveillance et la prévention des

feux de brousse au niveau de chaque site reboisé dont 5 en Grande Comore, 6 à Anjouan et 4 à Mohéli.

Installation de 4 unités pilotes de distillation d'ylang-ylang au profit de 4 groupements de femmes (Mromaji et Mahalé pour Anjouan, Itsamia et Hagnamoida pour Mohéli) utilisant le pétrole comme alternative à l'usage du bois de chauffe.

Développement d'une activité génératrice de revenus (AGR), celle de production de pommes de terre en Grande Comore : 5 tonnes de pommes de terre fournies à 5 groupements d'agriculteurs (46 bénéficiaires dont 23 femmes) de la zone de Hamalengo Diboini et CRDE Diboini – soit 19 tonnes de récoltes (15 tonnes mises en vente et 4 tonnes réservées comme semences pour pérenniser l'AGR).







L'adoption et la promulgation de la loi sur les aires protégées préparée avec l'appui du PNUD ayant mobilisé **620** personnes, dont **550** issues des communautés riveraines, a permis au pays de remplir les objectifs d'Aichi pour la diversité biologique et de renforcer la protection de la biodiversité marine et terrestre. Ceci a été rendu possible grâce à la mise en place d'un cadre pénal adapté pour mieux lutter contre la dégradation de l'environnement, le braconnage et le trafic des espèces menacées. À ce jour, **27 %** de la superficie terrestre et 5,5 % des eaux territoriales sont classées comme aires protégées (Parc National de Mohéli, Parc National Karthala, Parc National Cœlacanthe, Parc national Mitsamiouli-Ndroudé, Parc National Shissiwani, Parc National Mont Ntringui) ; l'Agence nationale pour la gestion des aires protégées (Parcs Nationaux des Comores) a été mise en place et dispose d'un conseil d'administration fonctionnel.

En 2021, le pays a revu sa politique nationale de l'environnement afin qu'elle soit conforme aux enjeux mondiaux et nationaux actuels. L'adoption et la promulgation de la loi APA qui découle du Protocole de Nagoya permet au pays de réglementer l'accès aux ressources génétiques et aux connaissances traditionnelles associées ainsi que de veiller à un partage juste et équitable des avantages découlant de leur utilisation.

Grâce aux efforts consentis en matière de protection de la biodiversité à Mohéli, et avec l'appui du PNUD et les conseils de l'UNESCO, le 28 octobre 2021, l'île de Mohéli a reçu le statut de Réserve de biosphère de l'UNESCO, label International favorable à la recherche scientifique, à la préservation de la biodiversité et attractif pour des investissements écotouristiques.

En ce qui concerne la couverture forestière, le système de gouvernance participatif (mis en place pour la gestion des aires protégées sécurisé par 72 accords de cogestion communautaire) a permis aux **833** agents communautaires (dont 583 femmes) de bénéficier de connaissances leur permettant de saisir et d'agir sur les enjeux et l'évolution des ressources naturelles dans les aires protégées. De plus, la mobilisation de **21 208 personnes** riveraines aux aires protégées (dont 5 026 femmes et 3 400 jeunes) lors des journées de restauration a permis une augmentation de **5,8 %** de la couverture de mangrove et le reboisement avec **25 650 plants**. De même, le suivi écologique des cibles de conservation a permis de constater le maintien en bonne santé des **8 550** individus d'Eulemur Mongoz, espèce de lémuriformes à Anjouan, de **5 450** individus de petit-duc (hibou) d'Anjouan et de **5 890** individus petit-duc du Karthala, espèces endémiques aux Comores. Cela a aussi permis le maintien de la densité des roussettes de Livingstone (espèce de chauve-souris faisant partie de la liste des espèces les plus menacées au monde selon l'UICN) à **1 243** individus, dont 477 individus à Mohéli et 766 individus à Anjouan.

Pour ce qui est de l'indicateur portant gestion des récifs coralliens, la collaboration avec les femmes pêcheurs à pied pour une mise en protection tournante de **160 ha** de récifs coralliens chaque année a permis une augmentation du couvert récifal et une augmentation des prises des pêcheurs passant de **3 kg à 8 kg** de poulpe par sortie. Ces efforts, conjugués à une surveillance accrue, ont aussi permis de constater l'arrivée de **27 000 tortues** en moyenne par an au Parc national de Mohéli, confirmant son statut de site mondial de ponte, avec une population vivante à côté, ainsi que le retour des pontes de tortues marines dans les nouvelles aires marines protégées, passant de **8** cas en 2017 à **377** en 2021.



II. Pilier Prospérité : ODD1, ODD12



ODD1 : Éradiquer la pauvreté sous toutes ses formes et partout dans le monde

L'objectif principal du programme conjoint d'appui au « renforcement du cadre et de l'écosystème du financement des ODD aux Comores » était d'appuyer le Gouvernement de l'Union des Comores dans le renforcement du cadre et de l'écosystème du financement des ODD en vue de la réalisation de ses objectifs de développement national et des ODD. Ce programme conjoint est aligné sur le Plan Comores émergent (PCE) et sur l'ambition du pays de réduire la pauvreté et d'améliorer le bien-être de sa population.

Ces résultats sont les suivants :



Recensement des personnes imposables à l'impôt sur les Revenus Fonciers (IRF) qui a permis de faire de projections des recettes liées à l'IRF passant de **46 651 millions de francs** comoriens) prévus en 2021 à **336 181 millions**, soit une augmentation de plus de **289 530 millions**.

Régulation et formalisation du secteur informel : Jouant un grand rôle dans les activités économiques du pays, ce secteur contribue à plus de **70%** du PIB.

Rapport sur l'évaluation du financement du développement (Development Finance Assessment ou DFA). Il a permis de disposer d'un état des lieux

de l'ensemble des flux financiers (intérieurs et extérieurs, publics et privés) pouvant être mobilisés pour le financement du développement du pays. Des recommandations et des pistes possibles de mobilisation de ressources y sont proposées. La feuille de route pour l'élaboration du Cadre National de Financement intégré (CNFI/INFF) a été finalisée.

ODD12 : Établir des modes de consommation et de production durables

Dans les domaines d'intervention ciblés, l'introduction de pratiques d'adaptation et d'atténuation (pour renforcer la résilience des populations face aux changements climatiques pour une production et une consommation plus durable) a donné lieu à des résultats notables :



Le PNUD soutient **six Centres ruraux pour le développement économique** (CRDE).

Introduction, dans les CRDE, de **techniques et pratiques agricoles** plus performantes pour gérer durablement les sols et l'eau. Cela permet également de lutter contre les effets du changement climatique. Des semences résilientes, l'amélioration des races bovines et caprines, les techniques de semis antiérosives, l'utilisation rationnelle de l'eau et le compostage des déchets végétaux et animaux ont été mis en œuvre

Environ **1 169 personnes** (dont 443 femmes) ont directement bénéficié des **techniques d'adaptation**, de semences et de bétail résilients. Environ **615 personnes** (dont 318 femmes) ont bénéficié de 49 20 stalles modèles dans les six sites d'intervention du projet de renforcement des capacités d'adaptation et de résilience du secteur agricole aux changements climatiques en Union des Comores (CRCCA). À noter également, l'aménagement de **567 hectares** pour **1 417 agriculteurs**, dont 602 femmes, L'appui du PNUD a rendu l'ANACEM

indépendante en termes de données météorologiques puisqu'elle est désormais en mesure de réaliser seule diverses enquêtes à l'échelle du pays. Ses prévisions météorologiques sont passées de trois jours à une semaine.

2 coopératives de femmes ont reçu une **formation et un soutien technique** du Centre rural pour le développement économique (CRDE DIBOINI) sur la manière de cultiver des cultures résilientes aux effets des changements climatiques et sur celle de produire des intrants agricoles écologiques.



4 CHALION



ODD3 : Santé et bien-être : interventions sur la COVID-19



Le déploiement d'une communication stratégique dès le début de la crise de la COVID-19 a contribué grandement aux efforts d'information, de sensibilisation et de coordination des efforts afin d'atténuer les effets de la crise.

L'appui à la création et à la diffusion de supports de communication pertinents concernant la COVID-19, notamment l'affichage dans les langues adéquates pour atteindre les populations ciblées, les productions audiovisuelles et les contributions dans les médias traditionnels (la TV et la radio d'audience nationale ainsi que les radios communautaires et villageoises très influentes dans le pays), la mise en place d'un site web dédié à la gestion de la pandémie et la communication renforcée sur les réseaux sociaux - sans oublier des partenariats avec la presse écrite sur la diffusion des données sanitaires - ont permis de promouvoir efficacement l'adoption des gestes barrières et les comportements appropriés. Cela a atténué le nombre de cas dans un pays où la prise en charge des complications médicales reste une préoccupation sérieuse.

Un rapport d'urgence sur la COVID-19 diffusé aux partenaires a permis de partager les informations sur la progression de la pandémie et a contribué à mieux coordonner les efforts des partenaires, notamment ceux de la Task Force Urgence animée par le PNUD.

La formation et l'accompagnement des médias sur la **gestion des rumeurs** et le traitement prudent de l'information en contexte de crise et de pandémie a permis de promouvoir, dans le pays, une culture de la responsabilité des organes d'information.

L'opérationnalisation des centres d'appel 1717 (numéro gratuit) ont mis à la disposition des communautés une information fiable, gratuite et de proximité tout en constituant un système d'alerte menant à l'identification des cas suspects.

La formation de 165 agents de la DGSC, des volontaires communautaires et du Croissant-Rouge comorien (CReCo) sur la prise en charge des malades et des décès de la COVID-19 a constitué un rempart efficace contre la progression de la pandémie et a amélioré le processus de prise en charge.

La désinfection des 3 principaux marchés du pays et la mise en place de dispositifs de lavage publics des mains

ont permis de réduire le risque de propagation du virus dans ces endroits publics fortement fréquentés.

La distribution des EPI aux agents de la DGSC et du CReCo en première ligne face à la maladie.

Dotation du pays en **tests de diagnostic rapide** avant leur généralisation dans le pays.

Équipement des ambulances en charge du transport des malades vers les centres d'isolement.

L'équipement des structures critiques pour la gestion de la crise en matériels de visioconférence a facilité les échanges entre les acteurs clés durant la phase d'urgence.

La réhabilitation et l'opérationnalisation du site d'isolement à Mohéli et à Anjouan ont garanti la prise en charge médicale des **147 personnes affectées** par la COVID-19 grâce à l'installation des panneaux solaires.

L'opérationnalisation des sites de mise en quarantaine à Anjouan pour la prise en charge des personnes asymptomatiques a permis de limiter la transmission et la propagation du virus sur l'île.

La distribution d'intrants agricoles à 1 150 paysans (dont 649 femmes) a favorisé la relance d'une production intensive et dans les meilleurs délais en réponse à la crise de la Covid-19.

L'étude sur l'impact socio-économique de la Covid-19 sur les moyens de subsistance des groupes vulnérables a permis de formuler des recommandations sur les mesures d'accompagnement social destinées aux populations les plus vulnérables.

La diffusion des cultures de gingembre auprès de **35 agriculteurs** a permis de produire **32 tonnes de rhizome** et d'améliorer de **40 % les revenus des agriculteurs**. En raison de la forte potentialité du gingembre à devenir une autre culture de rente pour le pays, le PNUD soutient activement son développement.

Sélection et introduction de 15 variétés de manioc à cycle court et à haut rendement (37 t/ha en un cycle de 6 mois au lieu de 12 mois pour les variétés locales).

La multiplication et la diffusion de 10 500 plants de bananes résilientes avec un rendement moyen de 30kg au lieu de 8kg pour les variétés locales.

ODD5 : Réaliser l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles



L'Assemblée nationale a adopté une loi instituant des mesures pour **l'accès des femmes aux fonctions nominatives et électives**, instituant notamment un seuil minimum de 30% pour chaque genre.

En matière d'autonomisation des femmes, l'appui financier pour la réalisation d'activités économiques alternatives en faveur des femmes affectées par la mise en place de la réglementation des parcs a permis à **60 femmes**, dont 30 au niveau du parc coelacanthé et 30 au niveau du parc Mitsamihuli-Ndrude de développer respectivement un projet d'élevage de caprins, et une unité de transformation et commercialisation des produits de pêche. Ceci devrait permettre aux bénéficiaires d'abandonner progressivement les pratiques de pêche destructrices pour passer à l'exploitation durable des ressources marines dans leur zone

Le **CRDE de Pomoni à Anjouan** a mené plusieurs actions d'appui aux activités génératrices de revenus menées par les femmes, les associations de femmes et les groupes vulnérables dont les revenus ont été affectés par la pandémie de COVID-19. 287 femmes ont bénéficié de ces activités socio-économiques alternatives :

En termes d'activités génératrices de revenus pour les femmes et les ménages vulnérables : **500 cueilleurs d'Ylang-Ylang organisés en 3 coopératives** ont été appuyés pour développer des activités économiques alternatives : **leurs revenus ont été multipliés par 3** (de 175 000 KMF à 680 000 KMF) pendant un cycle de 3 mois grâce à un encadrement technique rapproché.

Pour ce qui concerne l'égalité de genre dans le programme de développement de la géothermie, le PNUD a accompagné la réalisation d'une étude socio-économique dans 14 villages autour de la zone de développement de l'Initiative Géothermie Karthala. Ainsi, l'approche utilisée pour la réalisation de l'étude, a notamment intégré des focus groupes spécifiques pour les femmes dans les 14 localités, ayant permis aux femmes de donner librement leurs avis, d'exprimer leurs besoins et de mieux s'informer sur les objectifs du projet.

ODD16 : Assurer l'accès de tous à la justice et mettre en place, à tous les niveaux, des institutions efficaces, responsables et ouvertes à tous.



Le PNUD a contribué à **l'organisation d'élections apaisées et transparentes** en 2016, grâce à la mise en place d'un cadre fiable et transparent de gestion du processus électoral intégrant le genre.

La mise en place de la **plateforme nationale de veille et de prévention des conflits en 2016** (animée par plus de **450 femmes et jeunes** issus de 10 associations de la société civile, et dans l'intermédiation entre les acteurs) a été déterminant pour la préservation d'un environnement apaisé lors des élections du Président de l'Union et des Gouverneurs des îles ; ceci a permis de désamorcer la crise post-électorale en gestation et d'assurer une transition pacifique avec les nouvelles autorités

Grâce à ce dispositif, **109 alertes** ont été enregistrées et gérées de façon pacifique.

Mise en place d'un **mécanisme du dialogue politique entre les acteurs**, couplée à la mise en place et l'opérationnalisation d'une chambre de veille électorale (Situation room) pour les élections présidentielles et des gouverneurs des îles autonomes pour prévenir et gérer les incidents et les violences électorales. Il permet également d'assurer la tenue d'élections crédibles dans un climat apaisé malgré les controverses liées à la publication des résultats

Préparation et tenue, pour la première fois, des **assemblées générales annuelles des sociétés coopératives** ayant permis de renforcer le système de gouvernance au sein de ces **18 coopératives** mises en place avec l'appui du PNUD.

Les **campagnes de sensibilisation pour une meilleure participation des femmes et des jeunes** ont été concluantes. Ainsi pour les élections présidentielles et des gouverneurs des îles autonomes, le taux de participation des femmes pour ce scrutin était de **67,39 %**.

ODD17 : Partenariats pour la réalisation des objectifs

Appui à l'intégration au commerce et à l'appropriation des ODD



Le PNUD a appuyé le pays pour le développement du **Plan Comores Émergent (PCE)** comme cadre de planification à long terme en ligne avec l'Agenda 2030, et d'organiser la Conférence des partenaires au développement (CPAD) qui s'est déroulée à Paris du 2 au 3 décembre 2019 et s'est traduite par des promesses de contributions de 4.3 milliards USD

Le PNUD a appuyé l'introduction de la **DAD aux Comores** qui a permis au pays de disposer des capacités technologiques pour la collecte et le traitement des données nécessaires pour la publication régulière des rapports sur l'aide au développement.

Ceci s'est traduit notamment par un alignement effectif du PCE sur les ODD ainsi qu'à travers les programmes et les projets de mise en œuvre.

09

DÉCEMBRE

2021

PAI
D

Le Commissariat National de la Solidarité, de la Protection Sociale et
du Genre en partenariat avec le PNUD organise une

CONFÉRENCE DÉBAT SUR LES DÉFIS DE LA PAR
TICIPATION AUX INSTANCES DE PRISE DE DÉCISION EN



Djati Soidiki
Directrice Générale de la FOP Anjou



Mme Fatima Said Ali,
Militante politique et
ancienne Directrice
Générale de la FOP Anjou



Mme Soukaina

#OrangeonsL

a) Mobilisation des ressources

Au cours du cycle, nous avons pu mobiliser 71 533 305,00 USD répartis comme suit :

Tableau de mobilisation de ressources Cycle 2016-2021 :

Donateurs	2016	2017	2018	2019	2020	2021	Total mobilisé par fond
Ressource Ordinaire*	1 388 000,00	1 906 340,00	1 834 244,00	2 379 325,00	3 595 675,00	3 747 033,00	14 850 617,00
Participation aux coûts locaux	12 421,00	9 280,00		221,00	672 170,00	256 645,00	950 737,00
Tiers Participants aux coûts	2 537 427,00	1 746 389,00	511 478,00	1 282 976,00	130 380,00	812 253,00	7 020 903,00
Fonds verticaux	3 813 399,00	4 163 746,00	5 719 285,00	8 818 987,00	14 799 649,00	7 960 728,00	45 275 794,00
Fonds d'affectation spéciale thématiques		43 825,00					43 825,00
Autres fonds thématiques		786 000,00	986 000,00	653 138,00		16 001,00	2 441 139,00
Sources de financement			104 947,00	346 263,00	365 965,00	133 115,00	950 290,00
Total Mobilisé	7 751 247,00	8 655 580,00	9 155 954,00	13 480 910,00	19 563 839,00	12 925 775,00	71 533 305,00





PNUD COMORES

BP:648, Maison des Nations Unies
Hamramba, Moroni - Comores

www.km.undp.org

